
**Rapport sur
la sous-assurance des TPE/PME**

Aider les petites entreprises à prospérer
dans un environnement où les risques
évoluent



Sommaire

- 03 Avant-propos
- 04 Résumé
- 05 Principales conclusions
- 06 Ajuster la couverture des petites entreprises
- 07 Focus sur l'assurance responsabilité civile professionnelle
- 08 Sous-informés et sous-assurés
- 09 Focus sur l'assurance cyber
- 10 Connaissance des risques
- 11 Focus sur l'assurance responsabilité civile générale
- 12 Conseils pour les dirigeants de petites entreprises
- 13 Questionnaire d'évaluation des besoins d'assurance
- 14 Ressources utiles

Terminologie

La dénomination des produits d'assurance peut varier selon les pays. La couverture « dommages aux biens » peut correspondre à l'assurance « bâtiments et équipements » dans d'autres pays. La « responsabilité civile générale » est souvent dénommée « responsabilité civile envers les tiers » ou « responsabilité civile tiers et produits », tandis que la « responsabilité professionnelle » et l'assurance « erreurs et omissions » sont couramment dénommées « responsabilité civile professionnelle ». De même, l'assurance « indemnisation des accidents du travail » dans certains pays est généralement dénommée « responsabilité civile employeurs », et l'assurance « perte d'exploitation » peut être intitulée « interruption d'activités ».

Méthodologie

Le Rapport Hiscox sur la sous-assurance des TPE/PME s'appuie sur une étude menée par Wakefield Research entre le 18 et le 30 juin 2025 au moyen d'une enquête en ligne proposée par email. Les conclusions reposent sur les réponses de 6 250 dirigeants de petites entreprises, définies dans le cadre de cette étude comme les entreprises comprenant entre un et cinquante salariés aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Espagne et au Portugal.

Les données peuvent être réparties par zone géographique de la façon suivante : 2 000 participants aux États-Unis, 250 au Portugal et 1 000 pour chacun des autres pays. Ces données ont été utilisées pour déterminer si les entreprises étaient sous-assurées ou non. L'évaluation a été réalisée en analysant les réponses des personnes interrogées au regard de sept critères de sous-assurance, établis sur la base des besoins spécifiques en assurance dans chacun des pays, et indiquent s'il existe une forte probabilité que le participant soit sous-assuré.

Bien que le besoin de couverture précis ne puisse être établi qu'à l'issue d'un examen approfondi, cette méthode dresse un tableau global pertinent du niveau de sous-assurance. Parmi les critères, on peut citer à titre d'exemple : lorsque des participants reçoivent des clients sur leur lieu de travail (tel qu'une boutique ou un bureau), ils doivent souscrire une assurance responsabilité civile générale ; ou encore, lorsque des participants travaillent dans des secteurs où la prestation de services inclut des conseils professionnels, ils doivent souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle.

Avant-propos



La sous-assurance correspond à la différence entre la couverture d'assurance dont vous disposez et celle dont vous avez réellement besoin. Cette situation se produit généralement lorsque vous n'avez pas souscrit toutes les assurances dont vous avez besoin. Si une faille de cybersécurité, la blessure d'un client ou une erreur professionnelle ne sont pas couvertes, les conséquences peuvent être graves.

Les petites entreprises constituent le pilier de l'économie mondiale. Ce sont ces cafés qui créent du lien social, ces start-up digitales qui stimulent l'innovation, et ces entreprises familiales qui traversent les générations avec succès. Leur résilience et leur ambition sont des moteurs de croissance et d'opportunités, façonnant les marchés et contribuant au progrès de la société en France.

Mais derrière cette contribution essentielle se cache une vulnérabilité. Une petite entreprise ne peut pas toujours se doter de l'infrastructure ou des capacités d'analyse des risques des grandes entreprises, ni disposer des moyens financiers, des formations structurées ou des filets de sécurité qui existent dans celles-ci. Il est par conséquent essentiel que les fondateurs des petites entreprises comprennent les risques auxquels ils sont exposés pour qu'ils puissent les anticiper. Pourtant, nous savons que trop de PME sont toujours dépourvues d'une quelconque forme d'assurance commerciale ou, comme nous l'observons dans ce rapport, sont sous-assurées.

Ce premier rapport s'appuie sur une étude sur la sous-assurance débutée par Hiscox en 2023 aux États-Unis, et met en lumière la mauvaise protection des petites entreprises dans le monde. Notre étude analyse les retours d'expérience de plus de 6 250 dirigeants de petites entreprises à travers six pays et révèle une vérité inquiétante : pas moins de 74 % des petites entreprises sont sous-assurées. Ce n'est pas qu'une statistique. C'est le signe que des millions d'entrepreneurs sont exposés à des risques susceptibles d'entamer la confiance des entreprises et d'avoir un impact négatif sur leurs moyens de subsistance.

Les conséquences peuvent être désastreuses : un seul événement sous-assuré pourrait contraindre un petit commerçant ou un artisan à cesser son activité, anéantissant ainsi des années de travail du jour au lendemain. De telles situations ont également un impact sur l'économie : des entreprises sous-assurées sont moins préparées à surmonter les chocs et moins capables d'investir dans l'innovation. Sans la certitude d'être bien protégés, les entrepreneurs restent limités dans le développement de leur activité.

Notre étude montre que beaucoup de dirigeants de petites entreprises pensent qu'ils sont protégés contre des événements comme des cyber-attaques, des dommages matériels ou des actions en justice, alors qu'en réalité, leurs contrats d'assurance ne couvrent peut-être pas de tels événements.

Dans certains cas, ils n'ont pas fait le point sur leur couverture depuis des années, malgré la croissance de leur chiffre d'affaires, l'embauche de nouveaux salariés ou l'extension de leurs activités, autant d'éléments qui modifient les besoins d'assurance d'une petite entreprise.

Il ne s'agit pas uniquement de souscrire les polices d'assurance dont votre entreprise a besoin ou de disposer des plafonds de garantie adéquats. Il s'agit de comprendre les risques que les petites entreprises peuvent rencontrer, et d'avoir les outils nécessaires pour les protéger. Il s'agit de faire preuve de résilience dans un monde où les risques évoluent toujours plus rapidement.

Remédier à la sous-assurance n'est pas qu'une question technique, c'est un impératif économique. Les gouvernements, les assureurs et les associations professionnelles doivent travailler ensemble pour sensibiliser, simplifier les produits et encourager la souscription de couvertures adéquates. C'est ainsi qu'elles peuvent libérer la vraie puissance des petites entreprises pour booster la croissance économique et faire des vulnérabilités d'aujourd'hui les opportunités de demain.

Nous espérons que ce rapport nourrira la réflexion, le dialogue et, en définitive, l'action. Parce que lorsque les petites entreprises sont correctement protégées, les bénéfices profitent tant aux communautés locales qu'aux économies nationales.



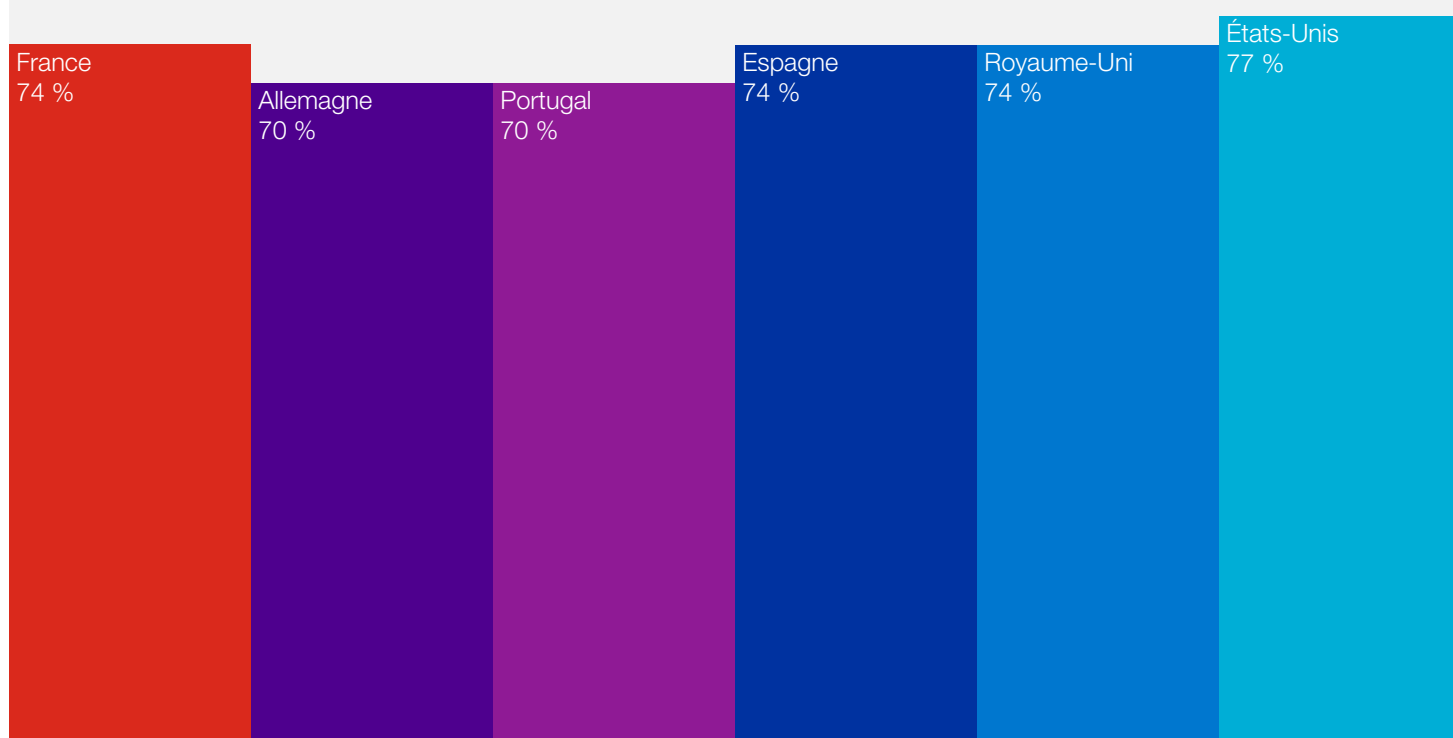
Joanne Musselle
Directrice de la Souscription du Groupe

Résumé

Nous avons interrogé 6 250 dirigeants de petites entreprises en France, en Allemagne, au Portugal, en Espagne, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Nous avons observé que pas moins de 74 % de ces entreprises étaient, à plus ou moins grande échelle, sous-assurées. Si la plupart des dirigeants ont souscrit des assurances, les détails des contrats sont souvent mal compris, notamment en ce qui concerne la responsabilité civile professionnelle, l'assurance cyber et la responsabilité civile générale. Ces incompréhensions peuvent engendrer des déficits de protection, laissant les entreprises exposées à des risques qu'elles pensent couverts. Par ailleurs, un tiers des petites entreprises n'ont pas réévalué leur police depuis plus de trois ans, ce qui signifie que leur assurance peut ne plus être adaptée à l'ampleur ou à la nature de leurs activités. À mesure que les risques évoluent et que les entreprises se développent, la sous-assurance se présente comme une vulnérabilité qui menace à la fois leur stabilité financière et leur résilience à long-terme.

Comparaison des chiffres de sous-assurance par pays

Pourcentage de petites entreprises qui font état d'un certain niveau de sous-assurance



Principales conclusions

74 %

n'ont pas d'assurance adaptée et présentent un risque de sous-assurance.



65 %

ont déclaré des plafonds de garantie qui semblent ne pas correspondre à la croissance de l'entreprise.



33 %

n'ont pas réévalué ou mis à jour leur couverture de responsabilité civile générale depuis trois ans.



55 %

ont un déficit de protection en raison de la non-souscription aux garanties essentielles telles que la responsabilité civile générale, la responsabilité civile professionnelle, les biens et la responsabilité employeur.



80 %

ne savent pas clairement ce que couvre une police d'assurance responsabilité professionnelle.



72 %

des entreprises sans assurance cyber sont exposées à des risques-cyber via leur système central.



24 %

n'ont pas souscrit d'assurance pour leur petite entreprise avant d'avoir réalisé des bénéfices.



92 %

sont préoccupés par les potentielles menaces pesant sur leur entreprise.



Ajuster la couverture des petites entreprises

65 %

ont une couverture de responsabilité civile générale d'un montant inférieur à 1 million \$/£/€.



N'attendez pas que le pire se produise. Une gestion proactive des risques aujourd'hui sera moins coûteuse que la mise en œuvre des moyens de rétablissement de l'entreprise demain.

Souscrire une assurance professionnelle en pensant que cela est suffisant met en danger les dirigeants de petites entreprises et leur survie. Nous avons été surpris de constater qu'1 entreprise sur 3 n'a pas mis à jour sa police d'assurance depuis trois ans ou plus. Cela concerne 33 % des assurances responsabilité civile générale, 29 % des assurances dommages et 28 % des assurances cyber.

De plus, les plafonds d'indemnisation sont souvent trop bas pour offrir une protection adéquate. Parmi les six pays de l'étude, 65 % des petites entreprises ont déclaré que leur assurance responsabilité civile générale était plafonnée à 1 million \$/£/€, 60 % ont rapporté le même montant pour leur assurance responsabilité civile professionnelle, ce chiffre grimpe à 82 % pour la couverture dommages.

Il convient en outre d'observer que 69 % des

entreprises en activité depuis trois ans ou plus ont enregistré une croissance de leur chiffre d'affaires au cours des deux dernières années, 30 % d'entre elles faisant état d'une augmentation supérieure à 5 %.

Malgré cette croissance, beaucoup d'entre elles ont conservé la même couverture d'assurance depuis leur création, ce qui leur confère un sentiment de sécurité trompeur.

Moins de la moitié des entreprises ayant déclaré une augmentation de leur chiffre d'affaires (47 %) ont souscrit une assurance responsabilité civile générale. Seules 40 % d'entre elles disposent d'une assurance responsabilité civile professionnelle. Même parmi ces dernières entreprises assurées, 33 % n'ont pas mis à jour leur assurance responsabilité civile générale depuis trois ans et 32 % n'ont pas mis à jour leur assurance responsabilité civile professionnelle au cours de la même période.



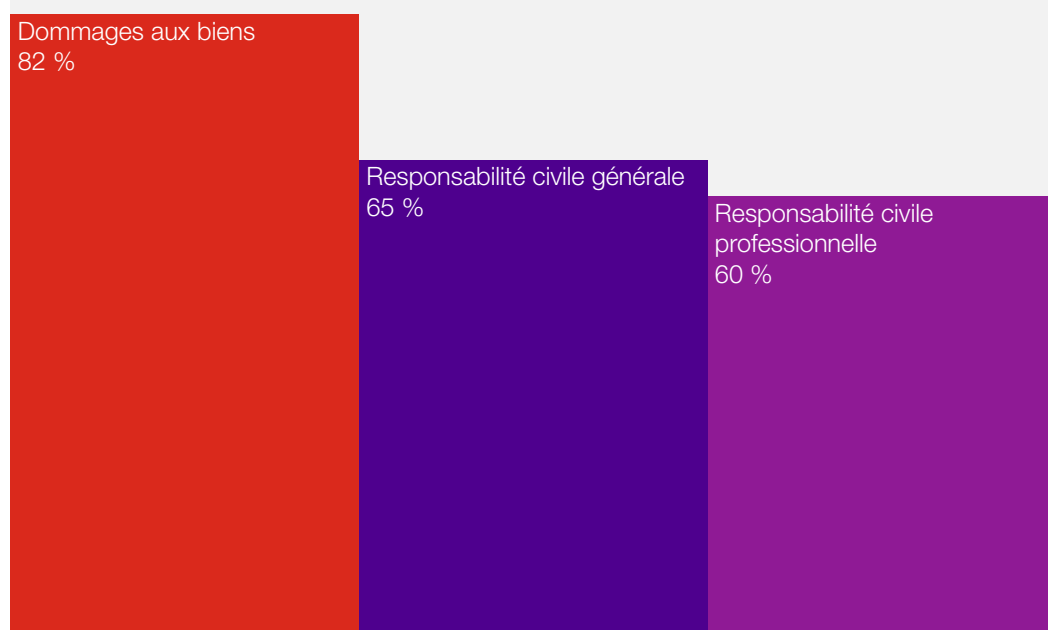
Un risque courant que nous observons dans les secteurs spécialisés est de supposer qu'un ancien contrat d'assurance est toujours adapté à l'activité actuelle. À mesure que les activités évoluent, les contrats obsolètes peuvent entraîner des situations de sous-assurance. Le chiffre de 33 % d'entreprises n'ayant pas réévalué leur assurance responsabilité civile générale depuis plus de trois ans révèle à quel point il est essentiel d'effectuer des contrôles réguliers pour rester adéquatement protégé.

Peter Treloar

Directeur de la Souscription (par intérim)
Hiscox UK

Plafonds de garantie inadaptés à la croissance de l'entreprise

Pourcentage de petites entreprises dont les plafonds de garantie sont inférieurs à 1 million \$/£/€.



Focus sur l'assurance responsabilité civile professionnelle



De quoi s'agit-il ?

L'assurance responsabilité civile professionnelle protège votre entreprise si un client vous poursuit suite à l'une de vos prestations. Même dans les situations où vous n'avez commis aucune erreur, vous pouvez malgré tout être tenu responsable.

Pourquoi est-elle importante ?

Les actions fondées sur la négligence professionnelle peuvent être coûteuses : l'assurance responsabilité civile professionnelle couvre les frais de défense et d'indemnisation, qui pourraient porter un coup fatal à une petite entreprise si vous deviez les assumer seul. Beaucoup de clients peuvent également exiger que vous disposiez d'une telle assurance avant de travailler avec vous.

Ce que nous avons observé

Seules 20 % des PME ont été en mesure d'identifier correctement ce que l'assurance responsabilité civile professionnelle couvre réellement. Le manque de connaissances à ce sujet étant particulièrement élevé au Portugal (88 %), en Allemagne (84 %) et aux États-Unis (83 %). Parmi celles qui ont souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, 25 % ont déclaré que leur plafond d'indemnisation par sinistre était inférieur à 500 000 £/\$/€, ce qui pourrait être insuffisant en cas de sinistre.

L'assurance responsabilité civile professionnelle est souvent plafonnée à des montants plus faibles

Pourcentage de PME dont le plafond d'indemnisation de la police de responsabilité civile professionnelle est inférieur à 500 000 £/\$/€.

Portugal	33 %
France	30 %
Allemagne	27 %
Espagne	27 %
États-Unis	24 %
Royaume-Uni	17 %

Sous-informés et sous-assurés



Discutez avec un courtier spécialisé, qui peut vous aider à adapter vos assurances à vos risques actuels.

70 %

croient à tort que l'assurance responsabilité civile générale couvre les incendies et les inondations.

Un manque de clarté concernant ce que couvre l'assurance donne aux chefs d'entreprise un faux sentiment de sécurité. La plupart pensent qu'ils sont protégés contre des événements comme les incendies, les inondations ou les actions en justice alors qu'en réalité, leurs contrats d'assurance n'incluent souvent pas ces risques.

Plus de la moitié des dirigeants de petites entreprises nous ont indiqué ne pas bien comprendre ce qui est couvert par l'assurance responsabilité civile générale, l'assurance responsabilité civile professionnelle et l'assurance cyber. Et près des trois quarts ont des idées fausses sur ce que leur contrat d'assurance protège réellement.

Par exemple, 70 % des dirigeants de petites entreprises pensent à tort que l'assurance responsabilité civile générale couvre les dommages causés par les inondations ou les incendies (qui sont généralement exclus, sauf s'ils sont ajoutés spécifiquement), ou les actions en justice liées à des prestations de conseil. De même, 70 % croient que l'assurance responsabilité civile professionnelle couvrirait une personne qui glisserait dans leurs locaux ou qui endommagerait du matériel, alors que ce n'est pas le cas.

Quand bien même les détails de leurs assurances ne sont pas clairs, la plupart des dirigeants (53 %) savent que le meilleur moment de souscrire une assurance professionnelle est avant de vendre son premier produit. Mais, près d'un quart attendent toujours d'avoir réalisé un bénéfice (24 %) ou de travailler à temps plein pour leur entreprise (23 %), ce qui les rend vulnérables pendant ces premières phases cruciales.



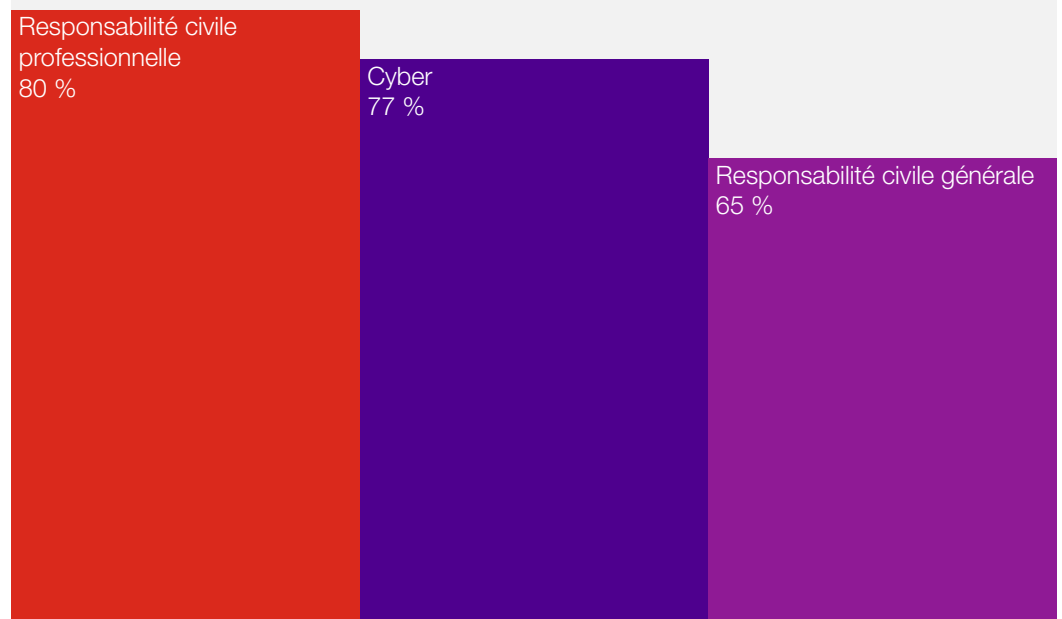
De nombreuses petites entreprises ont du mal à comprendre ce que leur assurance couvre et ce qu'elle ne couvre pas, ce qui crée des situations de sous-assurance qui peuvent perturber leurs activités. Lorsque le pire se produit, ces situations de sous-assurance peuvent être coûteuses voire fatales. C'est pourquoi, il est essentiel de consulter un spécialiste de l'assurance professionnelle afin de garantir que votre entreprise bénéficie d'une protection adéquate.

Nicolas Kaddeche

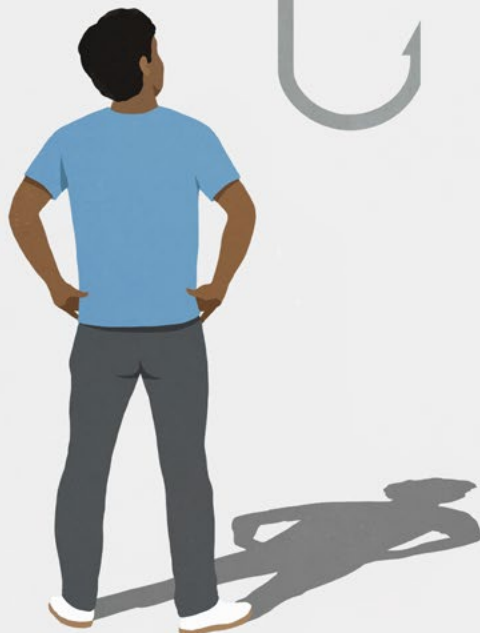
Directeur Technique et du canal Direct
Hiscox France

Beaucoup de petites entreprises ont une mauvaise connaissance de leur couverture

Pourcentage de petites entreprises qui ont été incapables de décrire précisément ce que ces polices d'assurance couvrent.



Focus sur l'assurance cyber



De quoi s'agit-il ?

L'assurance cyber aide à couvrir les pertes liées à des fuites de données, des failles de sécurité, des arnaques et des cyber-attaques. Elle peut également prendre en charge les frais engendrés, tels que les frais de récupération des données et de notification des informations compromises aux clients.

Pourquoi est-elle importante ?

Les risques-cyber prennent de multiples formes et peuvent coûter cher aux entreprises de toute taille. Un salarié pourrait accidentellement partager des données sensibles, cliquer sur un lien de phishing ou subir une attaque par ransomware. Aucune entreprise n'est trop petite pour constituer une cible.

Ce que nous avons observé

Seules 23 % des PME ont été en mesure d'identifier correctement ce que l'assurance cyber couvre réellement, le manque de connaissances à ce sujet étant particulièrement élevé en France (83 %), et aux États-Unis (83 %). Parmi celles qui n'ont pas souscrit d'assurance cyber, 42 % ont déclaré ne pas en avoir besoin, car leurs systèmes en ligne, leurs logiciels et leurs ordinateurs sont sécurisés. 33 % estiment que leur entreprise est trop petite pour être ciblée par des pirates informatiques.

Les petites entreprises sous-estiment leur exposition aux risques-cyber

Pourcentage de PME déclarant que leur entreprise est trop petite pour être ciblée par des pirates informatiques.

Espagne	40 %
Portugal	35 %
Royaume-Uni	35 %
Allemagne	34 %
France	31 %
États-Unis	30 %

Connaissance des risques

34 %

Le vol et les dommages aux biens sont les principaux motifs de souscription dans les six pays de l'étude.



En règle générale, il convient de réévaluer votre contrat d'assurance tous les ans, et plus tôt si votre entreprise connaît une évolution de 20 %. La croissance du chiffre d'affaires, des effectifs, des produits ou de la distribution peut entraîner une situation de sous-assurance ou vous obliger à payer une assurance dont vous n'avez plus besoin.

Le risque fait partie du quotidien de toutes les petites entreprises : 92 % des personnes interrogées ont répondu que les menaces pesant sur leur entreprise constituent une source d'inquiétude majeure.

Dans l'ensemble, les principales préoccupations mentionnées par les dirigeants sont l'inflation ou l'augmentation des coûts (41 %) et le ralentissement économique (37 %), tandis que les principaux motifs de souscription sont le vol ou les dommages (34 %), les cyber-attaques ou les fuites de données (33 %) et les accidents du travail ou les blessures des salariés (32 %).

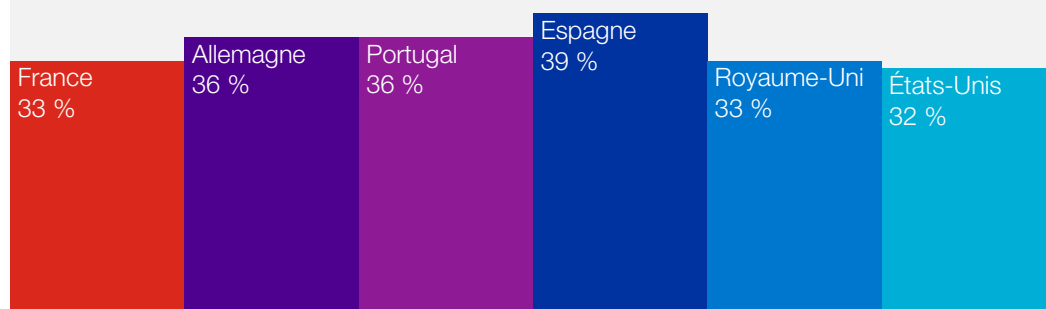
Les petites entreprises interagissent souvent avec des clients en ligne et en personne, ce qui représente des risques différents allant de la blessure physique à la fraude numérique. Certains risques, tels que les réclamations résultant de « mauvais » conseils, concernent les deux canaux.

Alors que 54 % des participants ont déclaré que leurs clients se rendaient en personne dans leurs locaux ou leurs établissements, un peu moins de la moitié (47 %) de ceux qui devraient souscrire une assurance responsabilité civile générale – visant à les protéger en cas d'accident survenant dans leurs locaux commerciaux – ont souscrit ce type d'assurance. Ce n'est qu'un exemple du fossé qui existe entre la prise de conscience et l'action, et de l'importance de conseils personnalisés et de solutions concrètes pour combler les lacunes de couverture.

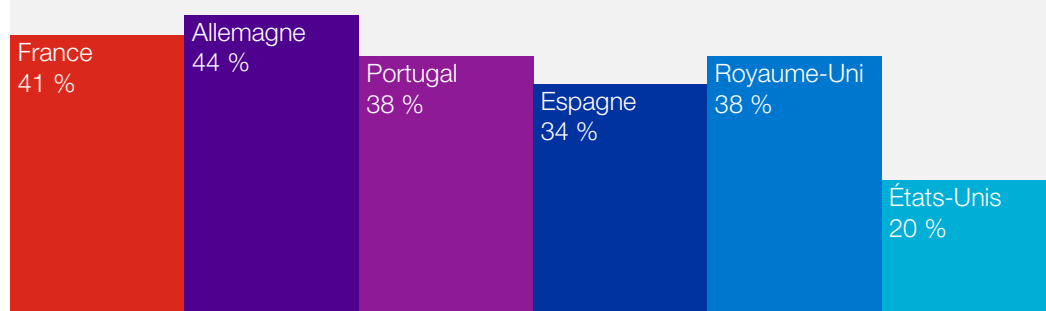
Principales préoccupations des petites entreprises

Comparaison des trois principaux motifs de souscription par pays

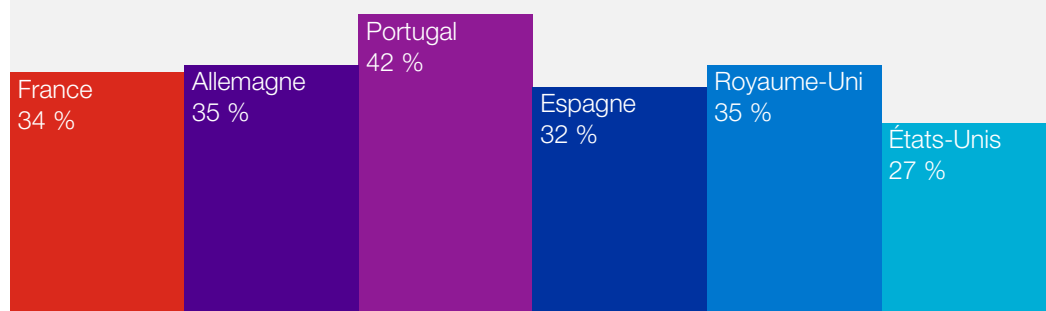
Vol ou dommages aux biens



Cyber-attaques ou fuites de données



Accidents de travail ou blessures des salariés



Focus sur l'assurance responsabilité civile générale



De quoi s'agit-il ?

L'assurance responsabilité civile générale couvre les réclamations des tiers pour blessure corporelle, dommages aux biens ou préjudice causé par les activités, produits ou services de l'entreprise. Pourtant, beaucoup de petites entreprises qui en ont besoin ne l'ont pas souscrite.

Pourquoi est-elle importante ?

Ce déficit de protection pourrait exposer les petites entreprises à des actions en justice et des transactions coûteuses. Sans assurance responsabilité civile générale, un accident dans vos locaux, un dommage matériel d'un client ou une réclamation préjudiciable pour votre réputation pourraient avoir des conséquences désastreuses.

Ce que nous avons observé

Seules 35 % des PME ont été en mesure d'identifier correctement ce que l'assurance responsabilité civile générale couvre réellement. Le manque de connaissances à ce sujet étant particulièrement élevé en France (43%) et au Royaume-Uni (43%). Cependant, celles qui disposent d'une assurance ont tendance à ne pas vérifier si elle reste adaptée à leur entreprise. 21 % des personnes interrogées déclarant qu'elles n'avaient jamais mis à jour ni modifié leur contrat pour le mettre en adéquation avec l'évolution de leur chiffre d'affaires ou les besoins réels en termes de plafonds de garantie.

La couverture de responsabilité civile générale est souvent négligée

Pourcentage de PME n'ayant jamais mis à jour leur assurance responsabilité civile générale.

États-Unis	29 %
Portugal	23 %
Espagne	16 %
Royaume-Uni	13 %
Allemagne	12 %
France	12 %

Conseils pour les dirigeants de petites entreprises



Comprendre les risques qui vous concernent



Les petites entreprises sont confrontées à une multitude de risques. Il peut donc être utile de faire un état des lieux en réalisant un audit des risques ou un plan de gestion des risques.

Celui-ci doit refléter tous les problèmes potentiels, tant dans votre secteur d'activité que dans vos opérations quotidiennes : comment vous interagissez avec vos clients, les éléments dont la chaîne d'approvisionnement est dépendante, ainsi que les risques réglementaires.

Les sinistres courants que nous observons dans les petites entreprises impliquent souvent des glissades et chutes dans leurs locaux ou la perte ou le vol de matériel professionnel.

En identifiant l'ensemble de vos risques potentiels – opérationnels, réputationnels, financiers, juridiques et cyber –, en agissant rapidement pour les atténuer et en mettant en place des procédures de contingence, vous pouvez renforcer efficacement votre résilience face aux risques clés.



Réévaluer régulièrement vos besoins en matière d'assurance



Toutes les entreprises n'ont pas besoin de chaque type d'assurance. Nous vous conseillons d'évaluer votre assurance chaque année, ou plus tôt si votre entreprise connaît une croissance de plus de 20 % de son chiffre d'affaires, de son effectif ou de ses activités, pour vous assurer que votre assurance a évolué au même rythme que votre entreprise.

Cela vous permettra d'éviter non seulement les situations de sous-assurance, mais également de ne pas payer pour une assurance dont vous n'avez plus besoin. Si vous avez un doute, contactez votre courtier en assurance qui peut garantir que vous aurez l'assurance adaptée à vos circonstances particulières, ou appelez-nous directement et nous vous aiguillerons pour définir les types d'assurance dont une entreprise de votre taille et de votre type a besoin.

Il est important d'adapter également vos plafonds de garantie. La plupart des petites entreprises plafonnent leur assurance à 1 million £/\$/€. Si ce montant peut sembler élevé, il pourrait rapidement être atteint en cas de dommages d'ampleur aux biens de l'entreprise, ou pour régler les honoraires d'avocats en cas de procédures judiciaires. Veillez donc à bien réfléchir aux pires scénarios possibles.



Restez informés sur les tendances du secteur et des risques



Beaucoup d'autres entreprises rencontreront les mêmes difficultés que vous. Trouvez donc des moyens de partager vos informations et d'obtenir des conseils avisés en consultant des spécialistes fiables, en participant à des événements sectoriels pertinents et en effectuant régulièrement une veille réglementaire.

Vous trouverez aux pages 14 et 15 de ce rapport une liste de quelques ressources et organismes compétents pour vous permettre de rester informés et connectés.

Questionnaire d'évaluation des besoins d'assurance

Nous savons qu'il peut être difficile de savoir de quel type d'assurance vous avez besoin. Nous avons créé le questionnaire ci-dessous pour vous aider à comprendre quels produits pourraient être appropriés pour votre entreprise. Chaque entreprise étant différente, il convient de tenir compte de vos besoins spécifiques pour toute souscription de contrat d'assurance, en vous appuyant sur ce guide général. Ce guide ne constitue en aucun cas des conseils financiers, juridiques ou en matière d'assurance et les participants ne sauraient se fonder uniquement sur les conclusions découlant de son utilisation pour prendre des décisions relatives à leur assurance.

Question 1

Fournissez-vous des services ou des conseils contre rémunération et pourrait-il y avoir une incidence pour vos clients si vous commettez une erreur ?

Oui

Non

Allez à la question 2.

Vous devez souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle.

Question 2

Travaillez-vous dans un secteur réglementé ou dans lequel s'appliquent des normes réglementaires que vous devez respecter ?

Oui

Non

Vous n'avez peut-être pas besoin d'une telle assurance.



Question 3

Réalisez-vous des travaux physiques pour vos clients, tels que des travaux de construction, d'installation ou de paysagisme ?

Oui

Non

Allez à la question 4.

Vous devez souscrire une assurance responsabilité civile générale.

Question 4

Avez-vous une boutique, un bureau ou d'autres locaux commerciaux où vous recevez des clients ?

Oui

Non

Allez à la question 5.

Question 5

Dans l'exercice de vos activités professionnelles, rendez-vous visite à des clients à leur domicile ou sur leur lieu de travail ?

Oui

Non

Vous n'avez peut-être pas besoin d'une telle assurance.



Question 6

Votre entreprise a-t-elle des salariés ?

Oui

Non

Vous n'avez peut-être pas besoin d'une telle assurance.

Vous devez souscrire une assurance responsabilité civile employeur.



Question 7

Votre entreprise possède-t-elle des biens, des équipements ou des stocks qui pourraient perturber ses activités s'ils étaient endommagés ou perdus ?

Oui

Non

Vous n'avez peut-être pas besoin d'une telle assurance.

Vous devez souscrire une assurance dommages aux biens.



Question 8

Est-ce que vous vendez des produits ou des services en ligne ?
Ou est-ce que vous conservez un grand nombre de données ou des données sensibles de vos clients ?

Oui

Non

Allez à la question 9.

Vous devez souscrire une assurance cyber.

Question 9

Votre entreprise serait-elle affectée si vous ne pouviez pas utiliser votre matériel électronique, tels que des ordinateurs fixes ou portables ?

Oui


Non

Vous devriez souscrire une assurance cyber.







Ressources utiles





Union européenne

		EU Funding and Tenders Portal	Plateforme centrale recensant les opportunités de financement, les appels d'offres et proposant l'appui d'experts en faveur des PME.
		EU Funding Portal	Offre des programmes de financement ciblés pour les start-ups et petites entreprises.









France

		Bpifrance	Accompagne les PME françaises en leur apportant des financements, un soutien à l'innovation et des conseils en matière d'expansion internationale.
		Chambres de Commerce et d'Industrie	Offre un appui aux entreprises au niveau local, notamment des formations, des conseils juridiques et des opportunités de mise en réseau.
		Réseau Entreprendre	Réseau de chefs d'entreprise bénévoles proposant des services de mentorat et des conseils stratégiques pour les entrepreneurs.
		France Active	Soutient les entreprises socialement responsables en proposant des conseils, des services de mentorat et des outils financiers.

Allemagne







		Federal Ministry for Economic Affairs and Climate Action	Propose des bourses, des programmes de financement et des services de conseil aux PME.
		KfW Bank	Propose un soutien financier et des programmes de développement pour les start-ups et petites entreprises.
		Deutscher Mittelstands-Bund	Apporte des conseils juridiques, stratégiques et opérationnels personnalisés aux PME, y compris une protection contre les risques.
		Gründerplattform	Portail soutenu par le gouvernement proposant des services de mentorat, des outils de planification et des conseils en matière de démarrage d'entreprise.
		German Association for Small and Medium-sized Businesses	Offre des services de plaidoyer, de mise en réseau et de soutien pour aider les PME à se développer, innover et surmonter les difficultés.

Portugal








		Agency for Competitiveness and Innovation	Soutient les PME via des programmes de financement, d'appui à l'innovation et de développement commercial.
		Portugal Global Helps Portuguese	Aide les entreprises à s'étendre à l'international et à accéder à des marchés internationaux.
		Start-up Portugal	Initiative publique offrant des services de mentorat, des opportunités de mise en réseau et un soutien stratégique aux start-ups et PME.
		Associação Nacional de Jovens Empresários	Propose des formations, des services de mentorat et un incubateur d'entreprises pour les jeunes entreprises.

Ressources utiles









Espagne

		Instituto de Crédito Oficial	Apporte des financements et un appui aux PME et aux entrepreneurs.
		Cámara de Comercio de España	Propose des formations, un appui à l'internationalisation et des services de conseil aux entreprises.
		Confederación Española de la Pequeña y Mediana Empresa	Offre des services de plaidoyer, des formations et des programmes de sensibilisation aux risques pour les petites entreprises.
		Fundación INCYDE	Offre des services de mentorat, des formations et un appui à l'innovation pour les entrepreneurs et les PME.

Royaume-Uni

		Help to Grow	Offre des services de mentorat structuré et de mise en réseau pour aider les PME à se développer et à renforcer leur résilience.
		British Business Bank	Fournit un appui financier et des conseils pour aider les petites entreprises à accéder aux financements et à se développer.
		MentorsMe	Plateforme gratuite permettant de mettre en relation des petites entreprises avec des mentors expérimentés dans tous les secteurs.
		National Business Mentoring Council	Définit des normes et agréé des services de mentorat pour soutenir la croissance des PME et le leadership.

États-Unis

		Small Business Administration	Propose des prêts, des bourses, des conseils et des formations aux petites entreprises aux États-Unis.
		National Business Association	Fournit des ressources, des conseils et des opportunités de mise en réseau adaptés aux besoins des petites entreprises.
		SCORE	Organisme à but non lucratif offrant gratuitement des services de mentorat, des ateliers et des outils d'élaboration de business plan par l'intermédiaire d'anciens dirigeants à la retraite.
		America's SBDC	Fournit des conseils professionnels d'experts, des formations et un appui à la gestion des risques au niveau local.

Hiscox SA
49 avenue de l'Opéra
75002 Paris
T 01 53 21 82 82
E hiscox.asspro@hiscox.fr
www.hiscox.fr